

<http://www.collectiflieuxcommuns.fr/?321-mai-68-notes-contre-la>



Mai 68 : Notes contre la commémoration

- Nos textes - Textes de sympathisants - Narodetzki J.-F. -

Date de mise en ligne : mardi 29 décembre 2009

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Nous venons de perdre un camarade, un copain, un ami.
Jean-Franklin est mort vendredi 22 août 2014, et tout s'est assombri.

Notre travail ne serait pas le même sans ses critiques, ses désaccords, ses encouragements continus, son inextinguible rage contre l'injustice et la bêtise, ses appels à ne cesser de les combattre sous aucun prétexte. Ses derniers propos étaient des exhortations à la vie qui continue et recommence.

On retrouve sans peine le son de sa voix lorsqu'il écrit : *« la barbarie où nous sommes fait du refus de ce monde une exigence éthique, plus exactement : une ultime façon de conserver notre humanité. Que cela marche ou pas est une autre question. »*

Tout ceux qui cherchent l'émancipation viennent de perdre un des leurs.

[Nous lui avons rendu hommage](#)

Texte paru dans *« Courant alternatif »*, mensuel édité par l'OCL, Hors série n° 13, avril-juin 2008.

CONTRE LA COMMÉMORATION (NOTES)

http://www.collectiflieuxcommuns.fr/index.php?action=image_responsive&img=plugins-dist/medias/privé/vignettes/doc.svg&taille=64&1646476792

Mémoire : à opposer ici à commémoration comme ce qui est vivant, et peut être réinvesti dans des réflexions et des pratiques actuelles, à ce qui est mort et seulement susceptible d'être visité et « revisité » par l'histoire officielle.

J. Rancière (Réfractations, n° 18) évoque la « haine de 68 ». Dit que cette haine aurait connu deux phases (trois, si l'on compte le « ressentiment » des plus jeunes (!), ceux de l'âge des « Houellebecq et Cie » - « jaloux d'avoir été privés des illusions de leurs aînés », et qu'ici je négligerai).

Pour ce qui est des deux phases principales de ce « ressentiment », il se serait agi successivement :

- de dénoncer « ceux qui voulaient instituer en France l'ordre du Goulag » ; il est vrai qu'un Marcellin dénonçait la main de l'URSS et de Gaulle, réfugié à Baden-Baden avec sa famille (cf. Massu, Baden 68), croyait peut-être vraiment que les « communistes » allaient prendre le pouvoir ;

- dès que l'URSS n'a plus pu servir d'épouvantail (mais le cadavre de l'URSS sert encore aujourd'hui d'épouvantail pour disqualifier toute perspective révolutionnaire) : de transformer 68 en révolte apolitique de « la jeunesse », avide de satisfaire ses désirs consuméristes.

Cette « transformation » aurait été assurée par le « ressentiment des acteurs du mouvement lui-même, quand ce mouvement est retombé : l'échec de leur désir de transformer le monde s'est volontiers transformé en ressentiment contre l'idéologie qui leur avait fait croire qu'on pouvait changer le monde. »

Outre la faiblesse des analyses menées en termes de sentiments, relevons que Rancière ne fait ici aucune distinction entre la masse des acteurs du mouvement et les ex-dirigeants gauchistes. Le « désir » des seconds était-il d'ailleurs de transformer le monde ?

Il serait plus pertinent de dire que le maintien de leur ex-idéologie de la supposée transformation du monde eût été un obstacle à leur accès (et à leur maintien) aux postes et aux positions dominantes (politiques, médiatico-culturelles, économiques) qu'ils ont occupées quelques années après la défaite de Mai-Juin 68. Ce que Rancière appelle « l'avant-garde de la réaction intellectuelle » d'aujourd'hui, ce sont ces dirigeants repentis, et non la masse des « anciens soixante-huitards », comme il le laisse entendre.

Quid, cependant, de la transmission de l'expérience de 68 par les ceux (d'âges différents, non de la même « génération ») qui l'ont vécue ? Qu'en ont-ils signifié à leurs enfants ?

Semble en effet avoir prévalu, sinon l'absence de toute transmission, manifestement impossible, du moins l'absence d'une restitution métabolisable de cette période, propre à rendre ce qui a eu lieu intelligible aux descendants et à susciter leur intérêt. Lesquels descendants chercheraient en vain dans la littérature courante une telle restitution.

Ils seront en tout cas dissuadés de s'intéresser à cette époque par la « ringardise » qui la frappe aux yeux du sens commun, et dissuadés de s'engager dans quelque critique sociale que ce soit par la fatalité « totalitaire » dont toute critique est désormais réputée porteuse.

De la configuration du rapport à ce passé, il y a évidemment des agents ; parmi lesquels on peut citer, pour la France, les « Nouveaux Philosophes », des historiens contre-révolutionnaires à la François Furet, ou le cénacle libéral-socialiste dit Fondation Saint-Simon et ses « experts », dont les rapports et les pamphlets ont « littéralement organisé l'idéologie dominante des années 1980 et 1990 », si l'on en croit François Cusset (La Décennie. Le cauchemar des années 1980, Ed. La Découverte).

Les « Nouveaux Philosophes » commencent à occuper la scène médiatique à partir de la fin des années 70. La fonction de leur discours (à base d'oppositions binaires abstraites - loi/rébellion, pouvoir/dissidence, bien/mal - dont le contenu est sans importance, comme l'écrit Kristin Ross, dans Mai 68 et ses vies ultérieures (Ed. Complexe), consistait pour l'essentiel, dit-elle encore, en la promotion d'un « nous » désabusé, sujet collectif fondé sur la répudiation de Mai 68. Et Deleuze, en mai 1977 : « C'est en fonction de cette haine [de 68] qu'ils ont construit leur sujet d'énonciation : 'Nous qui avons fait 68, nous pouvons vous dire que c'était bête et que nous ne le ferons plus'. Une rancoeur de 68, ils n'ont que ça à vendre... ».

La décennie que décrit F. Cusset a promu l'effacement graduel du mot de « capitalisme » et l'invasion de celui de « démocratie ». Il y voit un ensemble idéologique cohérent, composé de morale anti-totalitaire, d'antimarxisme, de l'invocation constante du « réalisme », d'un retour d'une droite d'idées, de la critique de toute critique, et d'une nouvelle religion de la démocratie.

LA PROTO-FALSIFICATION

Si l'on cherche à rendre compte des techniques du traitement de la réalité « Mai-Juin 68 » employées depuis 40 ans,

deux lignes de force apparaissent d'emblée. La simple négation du mouvement, d'abord : « une dizaine d'enragés », « des malades », « des fous », isolés de la masse des étudiants travailleuse (certes !) et du reste de la société, ravie de son sort ; puis, une entreprise de neutralisation, précédant la falsification élaborée qui sera mise en oeuvre dans les années suivantes. Il ne s'agit évidemment pas de ruptures nettes, plutôt de la prédominance de l'une ou l'autre logique. Les procédés de la falsification occuperont le devant de la scène interprétative dès lors que la nécessité de neutraliser le mouvement se fera moins pressante.

La neutralisation a déjà ses figures. Ainsi la légende des « débouchés », qui manqueraient aux étudiants. Le thème est apparemment d'origine stalinienne, comme en témoigne un tract distribué par l'U.E.C. pour la venue de Juquin à Nanterre : « L'université est en crise : les débouchés manquent, les cadres comme les travailleurs chôment ». Mais on le trouve aussi dans la bouche du doyen Grappin (cf. J.-P. Duteuil, Nanterre, 1968, vers le Mouvement du 22 mars, Ed. Acratie). Il sert, bien sûr, à ignorer la critique du travail et le refus des emplois auxquels nos études nous destinaient.

Plus tard, on évoquera les « événements ». De même que les « événements » d'Algérie n'étaient pas une guerre, Mai-Juin 68 ne fut ni une insurrection, ni un soulèvement, ni un phénomène révolutionnaire : plutôt un grand fait divers collectif, auquel le narrateur est toujours extérieur, quand bien même il y aurait participé.

Entre 1968 et 1974, années de la répression marcellinesque, la censure et le black-out prévalent.

A partir de 1978, à l'occasion du premier anniversaire décennal, un travail du récit se développe. Les ennemis du mouvement racontent : il s'agit de faire parler, de donner du sens. Dans cette opération, l'Etat, par ses clerks intellectuels ou journalistiques, retrouve sa fonction de médiateur et d'interprète. L'interprétation prend le relais du silence et du mensonge le plus grossier : au lieu du vide, le plein, la saturation par le sens. Non plus le déni (« il ne s'est rien passé », disait Raymond Aron, et Régis Debray l'ânonnera à sa suite), mais l'assertion, la reconnaissance et, au besoin, l'aveu : on entend Marcellin, Chirac ou Jobert avouer en substance que l'Etat avait chancelé.

Le récit institué attribuera au mouvement un développement temporel linéaire, qui changera l'errance en parcours - du « manque » ou des « frustrations » aux « revendications » - cohérence factice mais fonctionnelle faite pour unifier une mouvance incontrôlable.

Lors de ce premier anniversaire décennal, il s'agissait sans doute encore pour le pouvoir médiatico-politique, d'exorciser 1968. Et je pensais que l'enjeu du discours sur 1968 était de barrer l'accès à la jouissance de et dans la lutte. Je pensais cela, sans voir que la jouissance banalisée (et balisée) était en train de devenir une pièce maîtresse de la falsification médiatique de 68, sous les espèces de la « fête », séparée du politique et opposée à lui. Peut-être ai-je donc, sans le vouloir, participé à la dépolitisation de 68, en mettant alors au premier plan la dimension anti-politique du mouvement, et sans clarifier suffisamment l'opposition entre le politique et la politique.

Me semblait alors centrale la dimension affirmative de Mai 68, occultée par les quelques faits de revendication que les journalistes avaient réussi à extraire de 68, par l'opération d'encodage politique de Mai, qu'une émission télévisée comme « Histoire de Mai », de Boutang et Frossard, venait illustrer.

Le modus operandi consistait à réduire le mouvement à de la contestation (les media parlent tout de suite des « contestataires », et ont très vite usé du seul syntagme « la contestation » pour désigner tout le processus de mai et juin 68). La contestation : ce qui peut être reconnu par les détenteurs du pouvoir, ce qui les tient pour des interlocuteurs, et qui pose ce qui est (contesté) comme quelque chose dont la transformation est négociable avec eux.

LA FALSIFICATION ABOUTIE

L'interprétation dépolitisante des « événements » se règle sur trois constantes :

- C'est un mouvement sorti de nulle part, par génération spontanée (tout ce qui précède le mouvement français est effacé : Hollande, U.S.A., R.F.A., Japon, et, bien sûr, les luttes ouvrières en France même, comme à Caen, en janvier 1968 - cf. Xavier Vigna, « Les luttes d'usine dans les années 68 », Histoires et sociétés, n° 10, 2004) ; ne menant nulle part (pas de programme, pas de prise du pouvoir, aucune finalité) ; et se terminant comme il est apparu.
- Le mouvement s'est évanoui sans qu'il y ait eu à sa cessation aucune cause identifiable, hormis, peut-être, la « lassitude » estivale des « étudiants » et surtout des « Français » : ce qui est ainsi passé sous silence, c'est le fait que le mouvement ait été vaincu, défait par l'alliance des forces de gauche, politiques et syndicales, avec le pouvoir ; par l'inertie de la classe ouvrière (pas de remise en marche de la production au profit de tous, enfermement consenti dans les usines) ; sans oublier les tractations des chefs gauchistes avec la gauche (autour du meeting de Charléty, le 27/5).
- Les formes pratiques du mouvement (auto-organisation, autonomie) sont systématiquement occultées.

A l'époque de la seconde commémoration décennale, la machine interprétative est au point. Les évocations écrites ou audio-visuelles prolifèrent, les procédés et les acteurs sont rôdés. Tous sont des repentis de 68, qui communient dans l'adhésion à l'ordre social.

Le mouvement est confisqué. Une révolte collective et internationalisée se voit circonscrite dans l'enclos de quelques protagonistes-vedettes qui en savent et disent l'essentiel - puisqu'ils se font passer pour les initiateurs et les dirigeants de cette révolte, et puisqu'ils sont traités comme tels.

A ce titre, comment n'en diraient-ils pas l'essence même ? Or, que disent-ils ? Que ce furent des erreurs de jeunesse, les leurs.

A l'exception de Cohn-Bendit, ils ont en commun leurs références bolcheviques, un passé de membres ou de dirigeants d'une chapelle léniniste, soit l'un de ces groupes qui, du début à la fin, n'ont cessé de combattre le mouvement - y compris de l'intérieur - parce qu'ils ne parvenaient pas à l'annexer, pas même à le contrôler, parce que ce mvt. rejetait leurs pratiques bureaucratiques et leur idéologie, et que ce rejet même était l'une de ses caractéristiques, non seulement explicitement énoncée, mais sans cesse mise en pratique dans l'autonomie des luttes.

En un premier temps, avant qu'ils s'emploient à dénier aux « événements » tout caractère révolutionnaire, leurs contributions empressées, faites sur le ton de la leçon, s'appuyaient sur ce sophisme :

. La révolution, c'est le stalinisme, le maoïsme ou le trotskisme ;

. or le stalinisme, le maoïsme ou le trotskisme, c'est (ils l'ont découvert un peu tard) le totalitarisme ;

. donc la révolution (comme toute visée de changement social radical), c'est le totalitarisme.

Scholie : nous sommes dans le meilleur des mondes possibles.

Mais du rôle de ces gens en 1968, sans doute faut-il donner un aperçu au lecteur d'aujourd'hui :

- A la mi-mai (aussitôt après l'occupation de Sud-Aviation à Nantes), à Nanterre, un appel à l'occupation des usines et à la formation des conseils ouvriers, émanant du comité d'occupation de la Sorbonne est rejeté par les maoïstes et les trotskistes : « On n'a pas d'ordres à donner aux ouvriers ». Krivine se précipite à la Sorbonne pour empêcher la diffusion du texte.
- Dès juin, la Coordination des Comités d'Action (siège : rue Serpente) est contrôlée par la J.C.R. et, à l'A.G. des C.A. (le 2/6), la J.C.R. est majoritaire dans la salle. Divers « délégués » de C.A.-fantômes y interviennent.
- Le 24/5, près de l'Opéra, la J.C.R. demande le repli vers le ghetto étudiant du Quartier latin, pendant que les services d'ordre de l'U.N.E.F. et du P.S.U. empêchent la prise des ministères de la justice et des finances.
- Le 27/5, au stade Charléty, tandis que les services d'ordre de l'U.N.E.F. et du P.S.U. musèlent la foule, la J.C.R., la F.E.R. et l'O.C.I. monopolisent le micro.
- « Servir le peuple », c'est en l'occurrence servir la C.G.T. (« Vive la C.G.T. ! », crient les maoïstes, qui s'égosillent en même temps contre les « révisos »). A Flins, le 8/6, Geismar s'autorisera, sans le moindre mandat, à parler « au nom des étudiants » (c'est-à-dire au nom du 22 Mars). S'ensuit un dialogue de sourds entre les « représentants » des étudiants et ceux des ouvriers, tandis que les ouvriers eux-mêmes sont privés de parole. La tactique des staliniens (à Flins) était justement de présenter les militants comme des représentants des étudiants.
- La Tribune du Mouvement du 22 Mars, datée du 18/6, dénonce une clique de bureaucrates léninistes agissant en son sein, érigeant leur pouvoir sur la monopolisation de l'information. La Tribune dénonce le même jour les groupuscules qui prétendent « capitaliser l'avant-garde » et font « reflleurir l'idéologie réactionnaire de l'organisation pyramidale : le C.C., le B.P., le Secrétariat, le parti d'avant-garde, les organisations de masse 'courroies de transmission', etc. »

Une fois repentis, les mêmes joueront un rôle décisif dans l'élaboration de la falsification, notamment par le moyen du quotidien Libération, qui sera l'un des lieux de la production et de la circulation des figures du discours (idéalisme naïf, individualisme, communication, génération) et des représentations qui composeront l'interprétation dominante de Mai 68. A la fin des années 70, écrit Kristin Ross, la « réconciliation avec la société se donnait [chez ces journalistes] pour une libération des tabous politiques », et Serge July pouvait intituler « Ras l'Mai » un éditorial du 3.5.1978, où le folliculaire proclamait sans rire que le journalisme remplaçait désormais la philosophie, et que le journaliste était le nouvel intellectuel.

Dix ans plus tard (le 22.5.1988), l'ex-stalinien Bernard Kouchner (qui osera affirmer, dans Actuel : « depuis des années, au Quartier latin, avec mes amis, nous avons préparé cette fausse et ultime révolution ») et l'ex-trotskyiste Alain Weber (passé au P.S.) instruiront de concert le « Procès de Mai » à la télévision. L'émission combinera la criminalisation du mouvement (pour sa violence - celle des « étudiants », bien sûr - ses « excès » et ses conséquences économiques) et sa transsubstantiation en phénomène culturel et générationnel, où la modernisation de la société française et la progression du libéralisme ont pris leur essor. La « classe d'âge » vient remplacer la classe sociale ; « la jeunesse » devient le sujet et l'objet du mouvement.

A l'exception de ceux d'entre eux qui se sont fondus dans ledit mouvement (par exemple, dans le 22 Mars) - ils n'ont pu le faire qu'en abandonnant leurs pratiques bureaucratiques, en se niant comme léninistes, et ce au moins jusqu'au déclin du mouvement - les néo-bolcheviks n'ont cessé, tout le long de l'insurrection, de travailler à l'encontre de l'autogestion des luttes.

Leur importance n'a commencé qu'une fois la défaite consommée, et leur consistance tient à présent tout entière à la position d'énonciation qu'ils occupent depuis lors : interprètes officiels de mai et juin 1968.

Dans cette fonction, ils projettent rétrospectivement sur le mouvement ce qui distinguait leur posture en 1968 et son grotesque, dont aujourd'hui ils affectent de rire : leur « messianisme » (H. Weber), leur ouvriérisme cauteleux, leurs illusions tiers-mondistes sur des régimes opprimant leurs propres populations sous couvert de lutte contre l'impérialisme américain, leur mythologie pseudo-révolutionnaire, leur passion hiérarchique, leur étatisme, leur volonté de domination.

Si donc le potentiel subversif du mouvement résidait dans son extension incontrôlable, ses surgissements imprévisibles, son développement protéiforme, dans l'impossibilité de le localiser (en aucune personne, aucun centre, aucune organisation) ; si ce potentiel tenait à la réaction en chaîne du refus et de l'invention critique ; s'il échappait non seulement aux domaines de compétence institués, mais aux protagonistes eux-mêmes (nous n'avons cessé d'être dépassés par ce que nous déclenchions), alors l'identification du mouvement à quelques pseudo-leaders est un procédé de contrôle et de répression. Procédé classique, au demeurant : fabriquer des « interlocuteurs valables » pour la négociation, des « représentants », qui feront ensuite office de témoins présentables.

On demandera peut-être : pourquoi avoir choisi à cette fin des néo-bolcheviks ?

Parce qu'ils étaient déjà en position de pouvoir dans diverses institutions (en particulier comme enseignants) et dans les groupuscules ; ils l'ont conservée ou transposée ailleurs. Parce que ce sont des repentis exemplaires, apologistes du capitalisme - ou bien des léninistes persévérants, que leurs pratiques rendent inoffensifs et risibles, et dont les références et l'idéologie alimentent l'identification de toute perspective « révolutionnaire » au totalitarisme. Parce qu'enfin, ils ont prospéré sur l'échec du mouvement, qui a valu aux uns une brève fortune politique (les trotskistes, durant quelques années après 1968) et aux autres, ou aux mêmes, l'accès à diverses positions dominantes, qu'ils occupent encore.

Vingt ans plus tard, la plupart de ces gens se seront convertis au meilleur des mondes possibles, et en 2008, il n'y aura plus en France que quelques résidus trotskistes déguisés en postiers sympas ou en ouvriers furax, tous identiquement électoralistes.

Dès 1988, en tout cas, l'axe de la falsification n'est plus l'encodage politico-revendicatif que je décrivais dix ans plus tôt. Ce dont il convient alors que chacun se persuade, c'est qu'il n'y a plus rien à affronter ni à faire advenir.

Ce qu'exhibe la commémoration, c'est l'annulation du politique, la dissolution de ses enjeux : le dérisoire de toute conflictualité, la disqualification de toute position critique, comme archaïque, sans pertinence actuelle. Le discours sur 68 est désormais un moment rituel - décennal - du désinvestissement de l'ordre du politique comme scène où se posent les questions des modalités de l'être-ensemble, de l'organisation sociale et historique. Tout cela est « dépassé », l'agitation est vaine, celle de 68 était sans motif, et elle a été sans résultat. Il n'y a plus d'histoire, nous sommes dans un présent définitif, dans l'éternité du Kapital.

Vingt ans après 1968, il ne s'agit plus de rabattre les coordonnées de la politique sur le mouvement, mais d'en expurger toute valence et toute signification historique et politique. Ce grand fait divers pittoresque n'est plus objet de

restitutions, où la question de la signification et de la vérité pouvait encore être posée, mais prétexte à de petites fictions, montées sur le modèle du clip. Le spectre de 68 ne semble plus effrayer personne. Le mouvement a depuis longtemps été réduit à rien, et c'est ce rien qu'on commémore, en effet (Claude Lefort).

Pour cesser de mentir 1968, voici un minimum critériologique susceptible de nous épargner quelques uns des contresens et âneries intéressées sous lesquels on nous enterre depuis quarante ans.

^a Mai et juin 1968 ont donné lieu à un mouvement anti-politique de nature politique - non pas un « rêve », une épopée générationnelle ni une farce. « Mouvement » implique prémices et prolongements, non moins politiques (actions de militants, luttes ouvrières, guerre du Viet-Nam, féminisme, minorités, antipsychiatrie, tentatives communautaires, écologie...). « Mouvement » inclut l'idée d'une pluralité de composantes.

^a Le Mouvement du 22 mars a compté une majorité d'« inorganisés » et a dépassé, au moins en son sein et provisoirement, les rivalités groupusculaires - jusqu'à ce que Geismar-July et leurs acolytes y réintroduisent des pratiques bureaucratiques de secret et de manipulation, mais ils n'y sont parvenus qu'en juin, au moment du déclin général du processus insurrectionnel. Le 22 Mars n'a été qu'un cas de figure - même si ce cas a revêtu une importance déterminante pour le développement global du processus - de l'activité auto-organisationnelle (il y avait environ 500 comités d'action, fin mai).

^a La « libération de la parole », autre poncif, n'a pas été l'ouverture sans finalité d'écluses qui retenaient dès longtemps un flot de signifiants sans signifiés soudain lâché, mais la mise en débat de l'ordre du monde et de la nature de la vie vécue - et de celle qu'on voulait vivre. Quant à la dimension « ludique » qu'on aime à enfler, le jeu n'était pas le but de nos pratiques, elle leur était souvent consubstantielle ou transversale, non pas comme cette « désublimation répressive » que Marcuse voyait au principe du sport de masse, mais comme transgression, radicalement différente du dépassement dialectique des contradictions, propre à la rationalité politique traditionnelle de la Révolution. Là-dessus, un petit texte de Jean Baudrillard, dans Utopie n° 2, « Le ludique et le policier », mérite d'être relu. Et nous n'avons jamais cru que la « fête » pouvait tenir lieu de révolution.

Au moment où j'écris ces lignes (décembre 2007), le travail du récit est achevé depuis vingt ans, les modalités et les figures de la falsification sont fixés, et la quatrième commémoration n'apportera sans doute aucune nouveauté discursive ou rhétorique. Seul le ton, peut-être, changera, puisque la canaille gouvernementale, depuis plusieurs années déjà, exhibe l'épouvantail de 1968, avec la plaisante agressivité de ceux que nous avons fait trembler.

Jean-Franklin NARODETZKI